

**Point de presse du porte-parole -  
Climat/Retrait des États-Unis de  
l'accord de Paris/Déclaration du  
ministre de l'Europe et des affaires  
étrangères, M. Jean-Yves Le Drian -  
Élections législatives 2017/Premier  
tour/Vote des Français de l'étranger  
- Ukraine - Libye - Bahreïn -  
Turquie/Situation de M. Depardon -  
Syrie**  
(Paris, 02 juin 2017)

Au point de presse de ce jour, le porte-parole a relayé la déclaration du ministre, fait la déclaration et répondu aux questions suivantes :

1 - Climat - Retrait des États-Unis de l'accord de Paris - Déclaration du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, M. Jean-Yves Le Drian

La France est pleinement engagée pour mener le combat contre le dérèglement climatique, selon les orientations définies par le président de la République, à la suite de la décision du président Trump de retirer les États-Unis de l'accord de Paris.

J'ai donné instruction, avec mon homologue allemand, à nos ambassadeurs dans un certain nombre de pays clés pour la mise en oeuvre de l'accord de Paris, d'effectuer des démarches pour s'assurer de la pleine mise en oeuvre de cet accord historique.

Je me félicite de la réaffirmation, par nombre de nos partenaires, de leur attachement à l'accord. La dynamique engagée en décembre 2015 à Paris vers une économie bas-carbone est désormais irréversible et doit être amplifiée.

Pour sa part, la France sera fidèle à tous ses engagements et sera plus ambitieuse encore. La France travaille à un plan d'actions et à des initiatives concrètes, notamment en Europe et en Afrique.

Je rappelle l'exigence de solidarité pour aider les pays les plus vulnérables à s'engager dans un développement durable et à faire face aux conséquences des catastrophes climatiques.

Nous tendons la main aux États-Unis et proposerons des initiatives à destination des forces vives qui souhaitent mettre en oeuvre les engagements de l'accord de Paris. Nous appuierons

l'ensemble des groupements d'acteurs nés de la COP21 qui rassemblent des États, des villes, des citoyens et des entreprises, pour continuer la lutte contre le dérèglement climatique partout sur la planète.

Q - Comment pouvez-vous commenter la décision du président américain Donald Trump de quitter l'accord de Paris sur le climat ?

R - Le président de la République s'est exprimé hier après l'annonce de la décision du président américain. Nous vous renvoyons à ses déclarations.

Q - Suite au retrait des États-Unis de l'accord de Paris est-ce que la France considère que l'alliance transatlantique peut-être «business as usual»?

R - Le président de la République a marqué hier soir son souhait de poursuivre le dialogue avec les États-Unis : «(...) nous aurions préféré livrer cette bataille aux côtés des États-Unis d'Amérique. Car, ce sont nos alliés et ils resteront nos alliés, en matière de lutte contre le terrorisme, sur nombre de sujets de défense, de sécurité, sur nombre de sujets industriels et économiques. (...) La porte n'est pas fermée, elle ne le sera jamais à cette Nation à laquelle nous devons tant».

M. Jean-Yves Le Drian vient d'indiquer dans une déclaration ce matin : «Nous tendons la main aux États-Unis et proposerons des initiatives à destination des forces vives qui souhaitent mettre en oeuvre les engagements de l'accord de Paris. Nous appuierons l'ensemble des groupements d'acteurs nés de la COP21 qui rassemblent des États, des villes, des citoyens et des entreprises, pour continuer la lutte contre le dérèglement climatique partout sur la planète».

2 - Élections législatives 2017 - Premier tour - Vote des Français de l'étranger (3-4 juin 2017)

Près d'1,3 millions de Français de l'étranger inscrits sur les listes électorales consulaires sont appelés à voter au premier tour des élections législatives le 3 juin dans les Amériques, et le 4 juin 2017 dans le reste du monde.

Les Français de l'étranger votent au premier tour en avance par rapport aux Français en métropole et dans les DOM-TOM, en raison notamment des délais d'acheminement par courrier de la propagande électorale.

Au total, 180 candidats sont enregistrés pour cette élection. Regroupés en onze circonscriptions électorales, les électeurs pourront voter dans les bureaux de vote de leur circonscription. 717 bureaux de votes, regroupés sur 450 sites, sont à la disposition des électeurs, qui peuvent également voter par procuration ou par correspondance postale. En raison des menaces sur la sécurité informatique du scrutin, le vote électronique n'a pas été retenu par le gouvernement.

Les résultats seront disponibles sur le site du ministère de l'intérieur.

### 3 - Ukraine

Q - Pouvez-vous confirmer que la prochaine rencontre en format Normandie pourra avoir lieu au mois de juillet à Hambourg en marge du sommet du G20 ?

R - Nous ne manquerons pas de vous tenir informés, le moment venu, des prochaines échéances du processus de négociation en format Normandie.

### 4 - Libye

Q - Le Premier ministre du gouvernement d'entente nationale libyen Fayez al-Sarraj a indiqué dans un communiqué que la France envisageait de réouvrir son ambassade à Tripoli. Est-ce que c'est à l'ordre du jour ?

R - Notre ambassade pour la Libye est actuellement localisée à Tunis.

Nous souhaitons qu'elle rouvre à Tripoli dès que les conditions de sécurité seront réunies.

Notre ambassadrice pour la Libye effectue des missions régulières en Libye.

### 5 - Bahreïn

Q - Quelle est votre réaction aux dernières mesures ciblant l'opposition au Bahreïn ?

R - L'exacerbation des tensions à Bahreïn constitue un frein à la reprise d'un dialogue politique élargi à toutes les composantes de la société bahreïnienne. Ce dialogue est seul à même de favoriser la réconciliation nationale.

### 6 - Turquie - Situation de M. Depardon

Q - Les autorités turques vous ont-elles donné des indications sur le statut du photographe français Mathias Depardon ?

R - Depuis son arrestation, le 8 mai 2017, M. Depardon est en détention administrative. Un arrêté d'expulsion a été prononcé à son encontre le 10 mai, mais n'a pas été mis en exécution.

Sa situation a été évoquée par le président de la République avec le président Erdogan et par le ministre, M. Jean-Yves Le Drian, avec M. Cavusoglu. Le président turc s'est engagé à «examiner rapidement la situation».

Les représentants de notre ambassade ont pu effectuer une première visite consulaire le 27 mai et une autre est prévue aujourd'hui.

Nous travaillons activement pour obtenir sa libération, en lien avec la famille et les proches de M. Depardon.

7 - Syrie

Q - Ni le communiqué de Genève ni la résolution 2254 ne mentionnent l'avenir du président Assad dans le cadre d'une transition politique. De votre point de vue, ce dernier peut-il se présenter aux élections prévues à l'issue de la transition ?

R - Comme j'ai eu l'occasion de le souligner le 30 mai, M. Jean-Yves Le Drian a rappelé, à l'issue de son point de presse conjoint avec M. Staffan de Mistura, envoyé spécial du secrétaire général des Nations unies pour la Syrie, le cadre de la transition démocratique négociée./.